

Dossier Documentaire

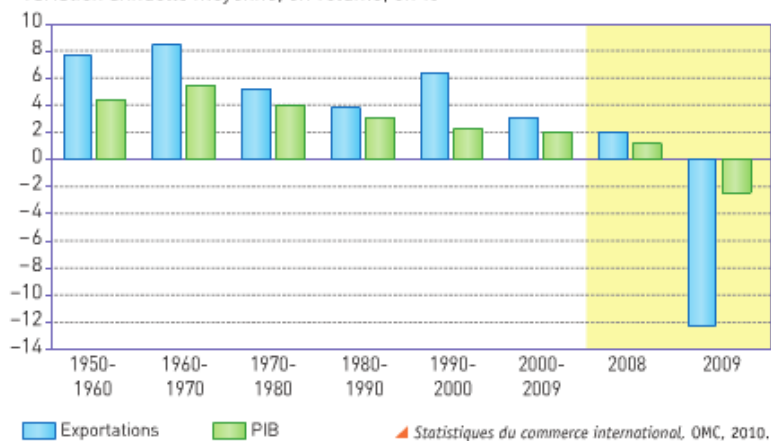
Chapitre 3 : Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

DOC 1 :

Doc. 1 Des économies de plus en plus ouvertes

Volume des exportations mondiales de marchandises et PIB, 1950-2009

Variation annuelle moyenne, en volume, en %



Questions

1. Faites une phrase avec les données pour la période 2000-2009.
2. Comment évoluent le PIB et les exportations sur les six grandes périodes? Qu'en déduisez-vous?
3. Expliquez les données pour l'année 2009.

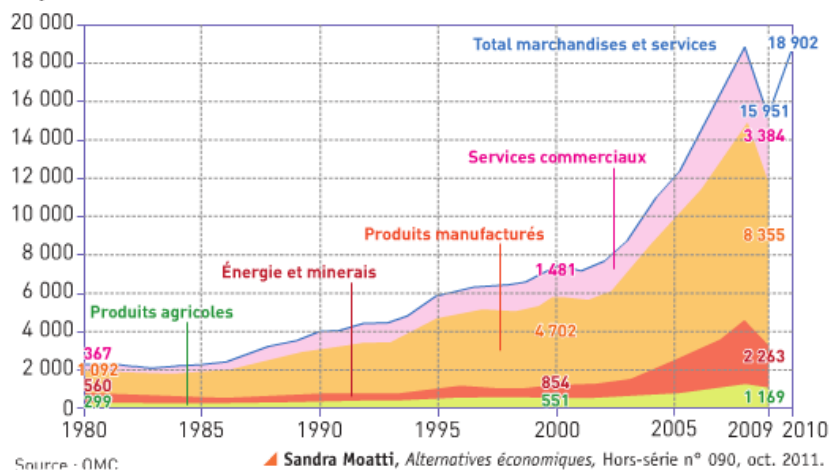
Acquis de 1^{er}

Échange marchand : voir définition p. 65.

DOC 2 :

Doc. 2 Les caractéristiques de ces échanges

Exportations mondiales de marchandises et de services (en milliards de dollars)



EXERCICE

Comment mesurer l'ouverture d'une économie ?

Le taux d'ouverture d'une économie mesure la part de sa production faisant l'objet d'échanges internationaux.

Il se mesure de la façon suivante :

$$\frac{(\text{Importations} + \text{Exportations}) / 2}{\text{PIB}} \times 100.$$

En 2009, la France a exporté pour 439,6 milliards d'euros et importé pour 476,6 milliards d'euros. Son PIB s'est élevé à 1907,1 milliards d'euros.

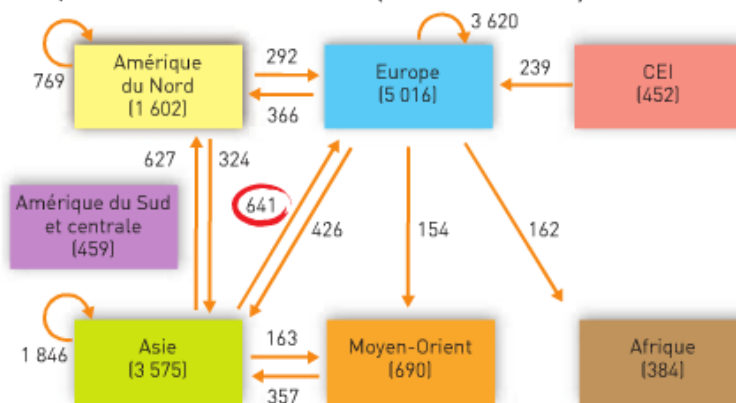
Calculez le taux d'ouverture de l'économie française en 2009, puis faites une phrase exprimant la signification de la donnée calculée.



Doc. 3 La tripolarisation des échanges



Principaux flux de marchandises en 2009 (en milliards de dollars)



CEI: Communauté des États indépendants (anciennes républiques soviétiques).

Total des exportations mondiales = 12 178 milliards de dollars.

N.B. – Les flux inférieurs à 150 milliards ne sont pas représentés.
– Chiffres entre parenthèses = total des exportations de la zone.

▲ Statistiques du commerce international, OMC, 2010.

Questions

1. Faites une phrase avec la donnée entourée.
2. Quels sont les trois principaux pôles de l'économie mondiale ?
3. Calculez la part de ces trois pôles dans le commerce mondial.
4. Quelle est la part des échanges intrarégionaux dans le total des exportations en Asie, en Amérique du Nord et en Europe ? Comment peut-on l'expliquer ?

Le saviez-vous ?

En mai 2011, 489 ACR (**accords commerciaux régionaux**) avaient été signés à travers le monde. Ces accords, comme l'UE, l'ALENA ou le MERCOSUR, favorisent le libre-échange entre les pays (Source : OMC).

Doc. 4 Les échanges intra-branches

A Des échanges caractéristiques des pays développés

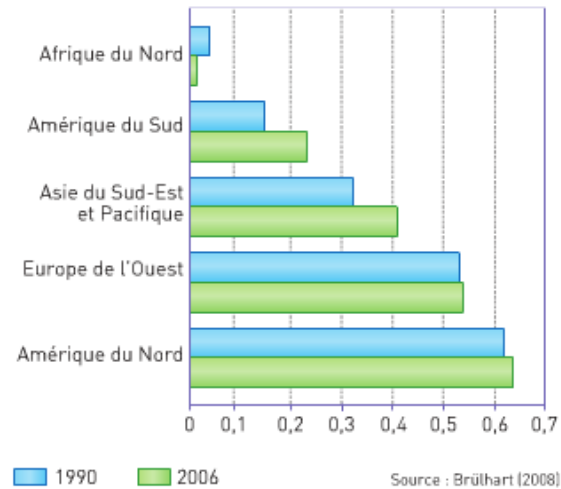
« Dans ce commerce, que l'on a pris l'habitude de qualifier de Nord-Nord [...], plus de la moitié des échanges sont des échanges croisés de produits similaires (exemples de l'automobile ou de l'électronique grand public), aussi appelés échanges intra-branches. [...] Les études portant sur ces échanges croisés montrent qu'ils sont d'autant plus intenses que les pays qui y participent sont de niveaux de développement comparables et élevés, autrement dit qu'ils ont des structures de demande identiques. [...] Le phénomène est donc typique des échanges entre pays développés, pour lesquels le principe de spécialisation s'efface au moins en partie devant celui, bien plus actif, de concurrence. »

▲ Jacques Adda, *La mondialisation de l'économie*, © Éditions La Découverte, 2006, www.editionsladedecouverte.fr.

Questions

1. Qu'est-ce qu'un échange croisé ?
2. Expliquez pourquoi certains pays s'engagent dans de tels échanges.
3. Que signifie l'indice de Grubel-Lloyd pour l'Amérique du Nord en 2006 ?
4. En quoi le graphique confirme-t-il les idées énoncées dans le texte ?

B Concentration de ce type d'échanges (indice GLI¹)



Source : Brülhart (2008)
 1. L'indice de Grubel-Lloyd (GLI) mesure la part des échanges intra-branches dans le total des échanges. Il varie entre 0 et 1. Si le commerce est entièrement composé d'échanges intra-branches, l'indice est de 1. Si le commerce est entièrement composé d'échanges interbranches, l'indice est de 0.

▲ Uwe Deichmann et Indermit Gill, « Géographie économique de l'intégration régionale », *Finances et développement*, 2008.

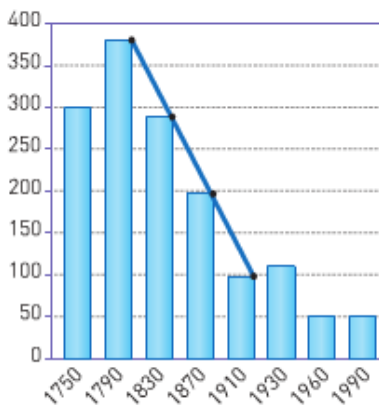


DOC 5 :

Doc. 1 La réduction des coûts de transport

A Une chute du coût du transport maritime

Évolution du coût du transport maritime (indice 100 en 1910)



▲ Jean-Pierre Allegret et Pascal Le Merrer, *Économie de la mondialisation – opportunités*

B Une réduction des coûts non uniforme

« Après la Seconde Guerre mondiale, le coût du transport a chuté, certains estimant la baisse à 50 % depuis 1970. Sa part dans la valeur totale des biens acheminés a encore plus diminué, car le ratio valeur/poids s'est élevé. Là où le coût a moins baissé, la qualité et la rapidité ont beaucoup progressé. Ainsi, l'usage des conteneurs a supprimé le rechargement, long et coûteux, tandis que de plus en plus de marchandises circulent par avion. Mais le recul des coûts n'a pas été uniforme. Par exemple, les porte-conteneurs géants, qui suivent les itinéraires lucratifs

entre le nord-est de l'Asie et l'Amérique du Nord, génèrent des économies d'échelle qui font augmenter les échanges, d'où une nouvelle baisse des coûts. La plus grande partie du monde en développement est laissée à l'écart de ce processus cumulatif et bénéfique, faute de disposer d'une échelle de production et d'infrastructures attirant les services de transport les moins coûteux. »

▲ Uwe Deichmann et Indermit Gill, « Géographie économique de l'intégration régionale », *Finances et développement*, 2008.

Questions

1. Comment le coût du transport maritime a-t-il évolué de 1910 à 1990? (doc. 1A)
2. Comment peut-on expliquer l'évolution de ce coût depuis 1790 ?
3. Expliquez la phrase soulignée. (doc. 1B)
4. Les pays en développement profitent-ils de la baisse du coût du transport? (doc. 1B)

DOC 6 :

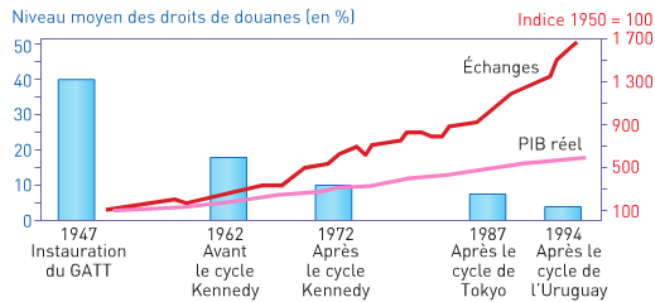
Doc. 2 La libéralisation des échanges commerciaux, du GATT à l'OMC

« Dans l'entre-deux guerres, la crise économique a incité chacun des principaux protagonistes à se barder de protections douanières ou réglementaires pour diminuer la concurrence des produits étrangers. Aussi, après la guerre, sous la pression des États-Unis [...], l'ONU convoqua une conférence mondiale destinée à élaborer les règles d'une libération du commerce international. [...]

Il en sortit un texte, le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT : accord général sur les droits de douane et le commerce), qui fut signé en 1948 par 28 pays. Ce n'est qu'en 1994, après l'adoption de l'*Uruguay Round* [...], que ce dernier a cédé la place à une véritable organisation, l'OMC (Organisation mondiale du commerce [...]), à laquelle 149 pays avaient adhéré en 2005. [...] Pour réduire les droits de douane et éliminer les restrictions quantitatives, [...] le GATT (et désormais l'OMC) organise de grands cycles de négociations multilatérales entre les pays [...]. »

▲ Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, © Éditions

La baisse de la protection douanière et l'explosion des échanges



▲ *Le Monde*, 26 mai 1998.

Questions

1. Comment expliquer la naissance du GATT ?
2. Quelles ont été les conséquences de l'action du GATT puis de l'OMC sur les échanges et le PIB réel ?

► Voir TD1 « La régulation de la mondialisa-

Le saviez-vous ?

L'*Uruguay Round* a duré sept ans et demi (de 1986 à 1994). 123 pays ont participé aux négociations. Pour la première fois, ce cycle a été élargi à des secteurs non couverts jusque-là par le GATT : l'agriculture, le textile et les services.

Activité !

Exercice interactif : ici

Le screenshot montre une interface de quiz intitulée 'L'OMC Quiz'. À gauche, une vidéo en cours de lecture présente un homme devant un écran avec le titre 'Subventions et droits de douanes'. À droite, un bouton 'Afficher toutes les questions' est visible. Le quiz est à la question 2 sur 8.

<http://ses.ac-amiens.fr/sites/ses.ac-amiens.fr/IMG/html/OMC.html>

pour faire le point sur le GATT et l'OMC : lisez cette page d'une excellent collègue et faites en la synthèse

<http://www.melchior.fr/GATT-et-OMC.3949.0.html>

DOC 7 : Les gains cumulatifs du commerce international.

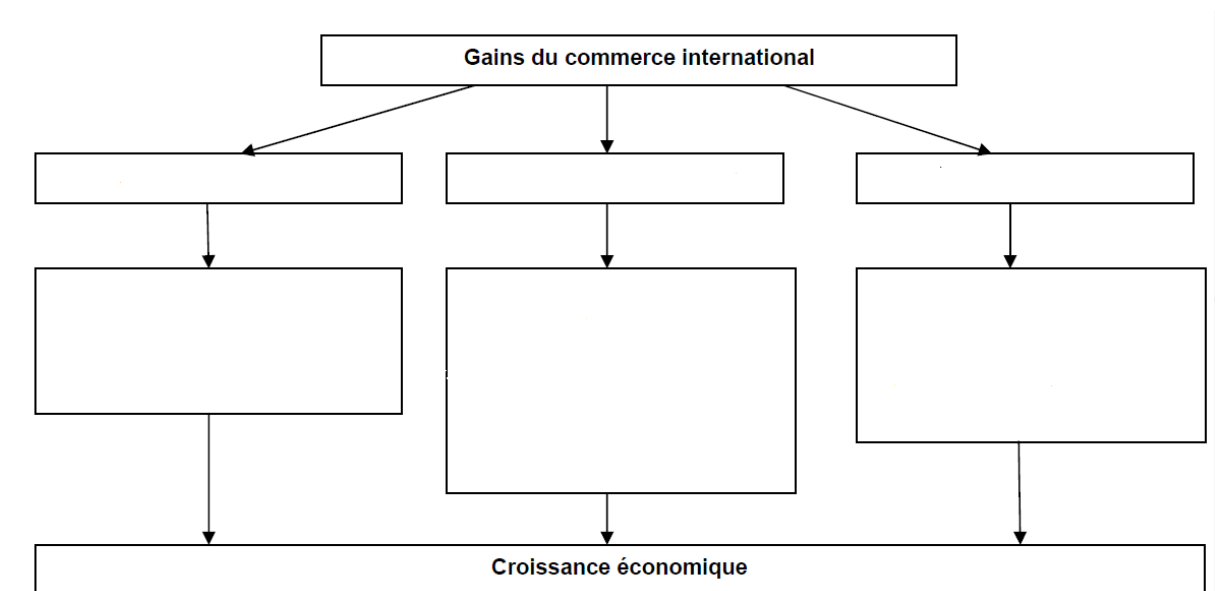
La nouvelle théorie de l'économie internationale considère que les gains du commerce sont cumulatifs : l'ouverture internationale entraîne des avantages comparatifs qui permettent une plus grande ouverture et ainsi de suite...L'échange procure trois types d'avantages : un effet de dimension, un effet de diversification, et un effet de concurrence.

-L'ouverture internationale crée un avantage comparatif car elle permet la spécialisation et engendre donc un effet de dimension : chaque nation peut produire en plus grande quantités certains produits, ce qui offre des avantages comme les économies d'échelle (l'entreprise réduit ses coûts unitaires en produisant davantage) ou les effets d'apprentissage.

-Le deuxième avantage est l'effet de diversification. L'économiste Paul Krugman considère que, grâce à l'ouverture, le consommateur peut choisir entre un nombre plus important de produits pour satisfaire un même besoin. Cette diversité de produits disponibles profite non seulement aux consommateurs, mais aussi aux producteurs, qui auront un choix supplémentaire en biens de production.

-Le troisième avantage est l'effet de concurrence. L'ouverture internationale permet à de nouvelles entreprises d'entrer sur les marchés nationaux, ce qui accentue la concurrence ; les prix et le niveau de production deviennent donc plus efficaces car plus proches de ceux qui résulteraient d'un équilibre de marché.

Marc Montoussé, Théories économiques, Bréal, 2002.



Exercice !

EXERCICE

Les termes de l'échange

Définition : pour savoir si un pays gagne ou perd à l'échange, on doit calculer les termes de l'échange, qui sont des prix relatifs calculés à partir de l'indice des prix des produits exportés rapporté à l'indice des prix des produits importés (pour une même année de base).

$$\text{Termes de l'échange (TE)} = \frac{\text{indice des prix des produits exportés}}{\text{indice des prix des produits importés}} \times 100$$

- **TE > 100 :** amélioration des termes de l'échange. Le pouvoir d'achat des exportations en produits importés s'améliore.
 - **TE = 100 :** équilibre des termes de l'échange. Le pouvoir d'achat des exportations en produits importés est stable.
 - **TE < 100 :** dégradation des termes de l'échange. Le pouvoir d'achat des exportations en produits importés diminue.
1. Pour chacun des cas suivants, dites s'il y a amélioration, détérioration ou stabilité des termes de l'échange.
 - a. Le prix des importations augmente plus vite que le prix des exportations.
 - b. Les prix des importations et des exportations augmentent dans les mêmes proportions.
 - c. Le prix des exportations augmente alors que le prix des importations diminue.
 2. Un pays exporte du cacao. Sur les deux dernières années, le prix du cacao a augmenté de 10 % alors que le prix des importations a augmenté de 15 %. Calculez l'évolution des termes de l'échange pour ce pays.

PRÉPA BAC

Rédiger une introduction

Vous rédigerez l'introduction du sujet de dissertation suivant :
« Quels sont les avantages et les inconvénients du libre-échange ? »

► Voir fiche méthode « La dissertation en SES », p. 418.

DOC 8 :

Doc. 2 Le protectionnisme défensif

« Nicolas Sarkozy s'est une nouvelle fois catégoriquement opposé, jeudi 12 mai, à la réduction du budget de la politique agricole commune (PAC) européenne sous peine de blocage des discussions, lors d'un déplacement dans le Pas-de-Calais. [...] "Que personne ne s'imaginer que nous laisserons détruire la politique agricole commune, a-t-il insisté, ma capacité à accepter un compromis sur cette ligne rouge, c'est zéro plus zéro." [...] Mardi, le commissaire européen au Budget, Janus Lewandowski, avait jugé que la part des dépenses agricoles dans le budget européen devait continuer à baisser afin de financer les nouvelles politiques de l'UE, citant notamment l'immigration, l'énergie ou encore la recherche. [...] Dans la foulée, Nicolas Sarkozy a répété l'opposition de la France à un accord de libre-échange entre l'UE et les pays sud-américains du MERCOSUR. Un tel accord, dont les négociations ont repris au début du mois, "conduirait à une baisse de revenu des éleveurs de 20 à 30 %." "Je ne peux pas l'accepter, je ne l'accepterai pas", a assuré le président. Les pays du MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay et Venezuela, en phase d'adhésion) doivent

"comprendre qu'il doit y avoir une ligne rouge", a ajouté Nicolas Sarkozy. "Je suis pour la liberté du commerce loyal, à armes égales, a-t-il plaidé, je ne vois pas pourquoi on doit accepter des produits qui ne répondent pas aux normes qu'on impose à nos agriculteurs." Selon une étude récente de la Commission de l'UE, un tel accord, qui faciliterait l'entrée des produits européens sur le marché sud-américain, serait globalement favorable aux Vingt-Sept, notamment dans le secteur industriel, mais se solderait par des pertes pour son secteur agricole. »

▲ AFP, 12 mai 2011.

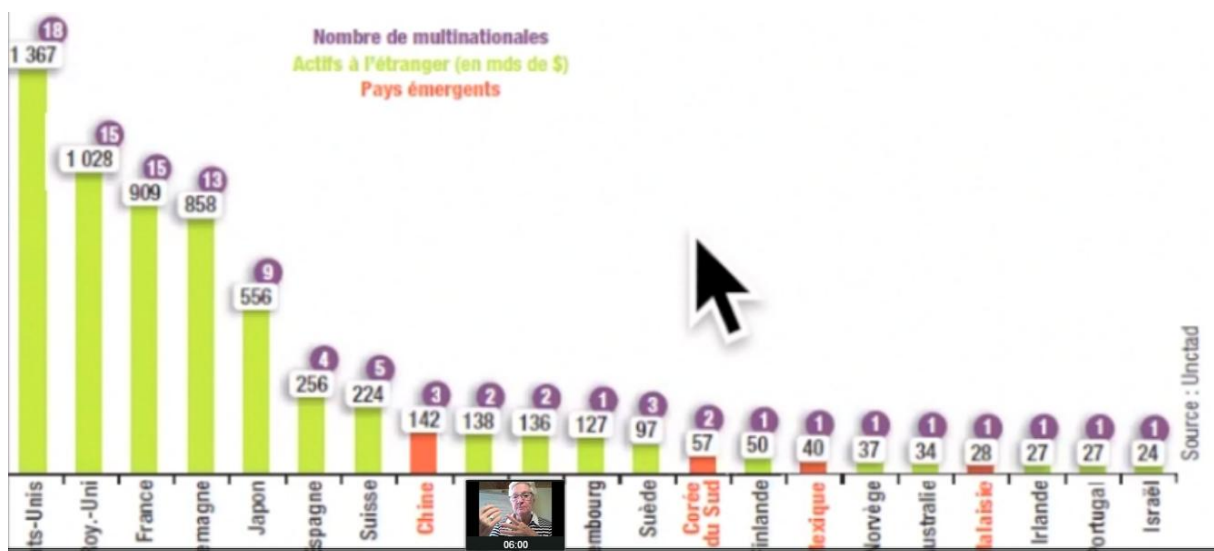
Le saviez-vous ?

En mars 2009, les États-Unis ont triplé les droits de douanes sur le roquefort en représailles à la décision prise par l'Union européenne d'interdire la commercialisation de leur bœuf aux hormones sur le territoire européen. Les États-Unis estiment que l'UE veut favoriser les éleveurs européens au détriment des éleveurs américains. Cet exemple souligne le **risque d'escalade** qui peut être engendré par des mesures protectionnistes.

Questions

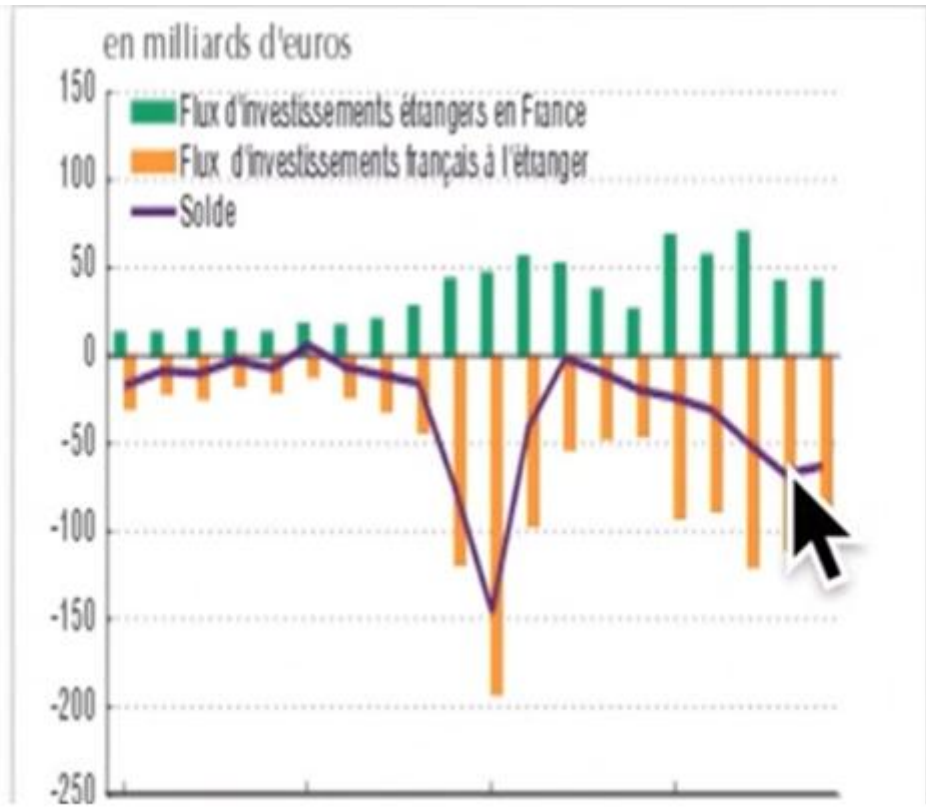
1. Qu'est-ce que la PAC ? Quels sont ses objectifs ?
2. Quelle proposition a été faite par le commissaire européen au budget ? Quelle a été la réaction de la France ?
3. Si un accord de libre-échange était signé entre les pays du MERCOSUR et l'Union européenne, quels seraient les problèmes posés à l'agriculture française et aux agriculteurs en termes d'emploi et de volume de production ?
4. En quoi peut-on affirmer que la PAC est un exemple de « protectionnisme défensif » ?

DOC 9 :

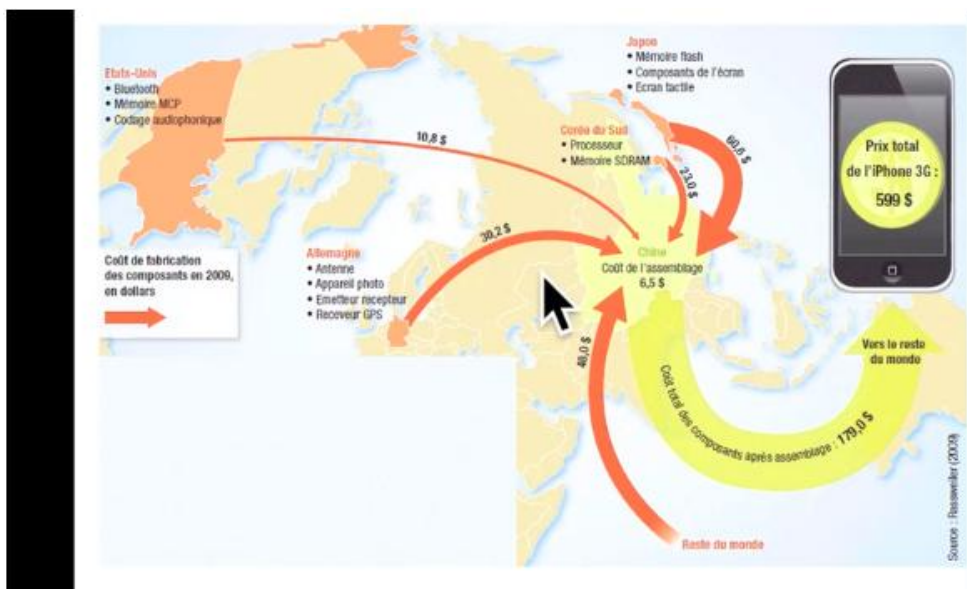


Activité : prendre des notes à partir de la vidéo

DOC 10 :



DOC 11 : Principaux composants de l'iPhone 3G

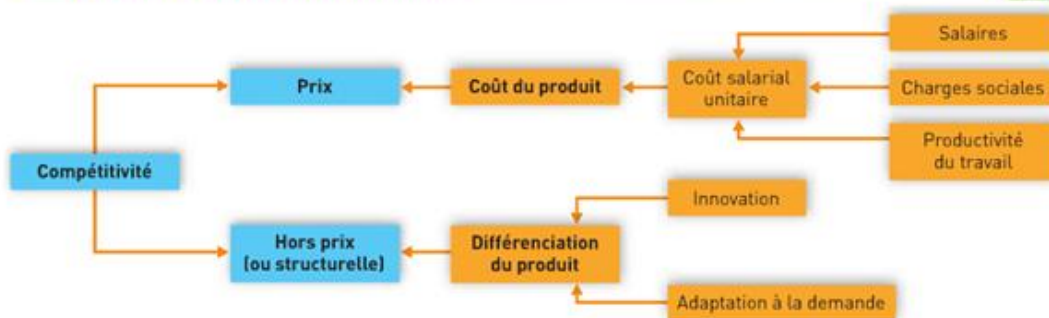


Question :

Rédiger un court paragraphe permettant de montrer que la fabrication d'un iPhone est un exemple de DIPP qui renforce le commerce intra-firme

DOC 12 :

Doc. 1 La compétitivité et ses déterminants



▲ Hatier, 2012.

Définitions

La compétitivité d'une entreprise est sa capacité à faire face à la concurrence. On distingue :

- la **compétitivité prix**, qui consiste en une stratégie de baisse du coût du produit afin de gagner des parts de marché en diminuant le prix ;
- la **compétitivité hors prix**, qui consiste en une différenciation du produit afin de l'extraire de la concurrence, favorisant ainsi la mise en place d'un monopole, libéré de la concurrence, qui peut fixer un prix supérieur au prix du marché.

Questions

1. Quels sont les deux grands types de compétitivité ?
2. Expliquez en quoi la productivité du travail influe sur le coût salarial unitaire.
3. Expliquez pourquoi une entreprise peut avoir intérêt à s'implanter à l'étranger pour améliorer sa compétitivité prix.
4. Expliquez pourquoi une entreprise peut avoir intérêt à s'implanter à l'étranger en misant sur la compétitivité hors prix.

DOC 13 : L'impératif de compétitivité dans l'économie globale

A. La compétitivité est le produit du croisement de variables macroéconomiques, microéconomiques et institutionnelles, ces dernières incluant le rôle du gouvernement, le cadre réglementaire et la gouvernance. Cette relation a été formalisée avec plus ou moins de succès par plusieurs économistes. Michael Porter, de *Harvard Business School*, par exemple, s'est fait connaître avec son

graphique en diamant, qui reprend quatre éléments de la compétitivité :

- Les conditions des facteurs de production (ressources naturelles, technologie, capital humain...);
- Les conditions de la demande nationale et internationale.
- Les structures industrielles et l'efficacité des réseaux ;
- La stratégie de l'entreprise, l'organisation institutionnelle et la concurrence pour investir dans l'innovation.

La fluidité et la cohérence des relations entre ces quatre éléments, couplées au rôle du

gouvernement, vont déterminer la compétitivité internationale du pays. En effet, le gouvernement joue

un rôle important en fournissant un environnement incitatif (stabilité politique et cadre réglementaire)

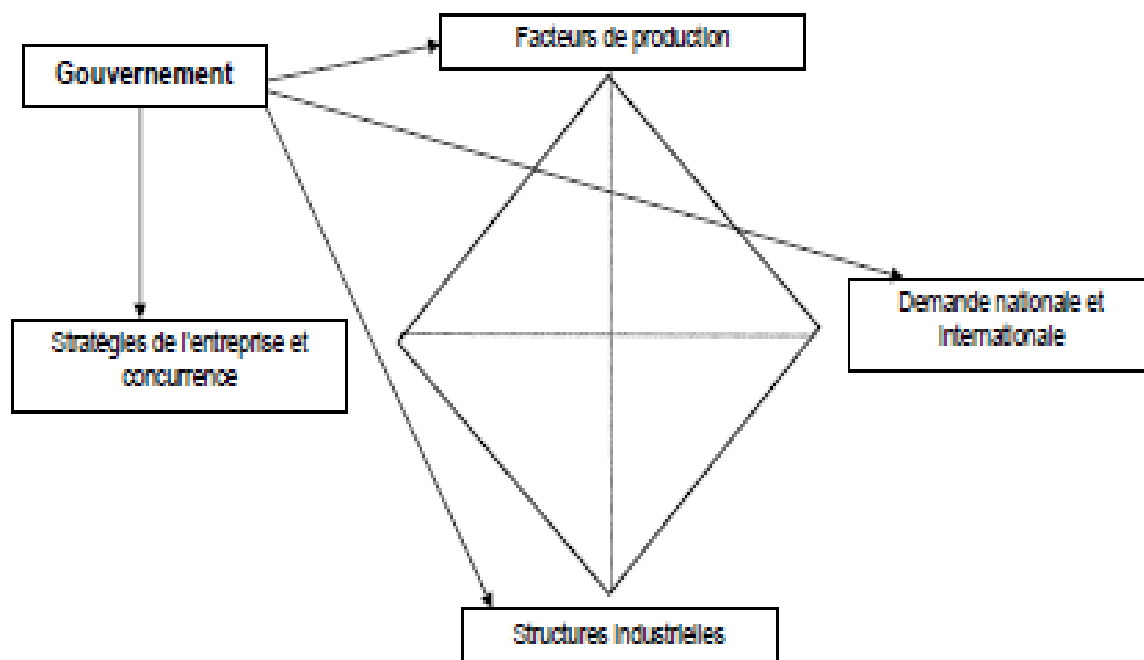
mais, selon Porter, ce n'est pas tant le pays qui est compétitif que ses entreprises. Elles doivent affronter la concurrence internationale sur des marchés souvent éloignés, volatiles et très compétitifs, et ce sont leurs forces internes qui, in fine, font

la différence pour gagner des contrats et des parts de marché. L'intérêt de la formalisation de Porter est triple : d'abord elle relativise l'importance du cadre de l'avantage comparatif, puisqu'un pays ne peut compter sur son avantage comparatif comme une

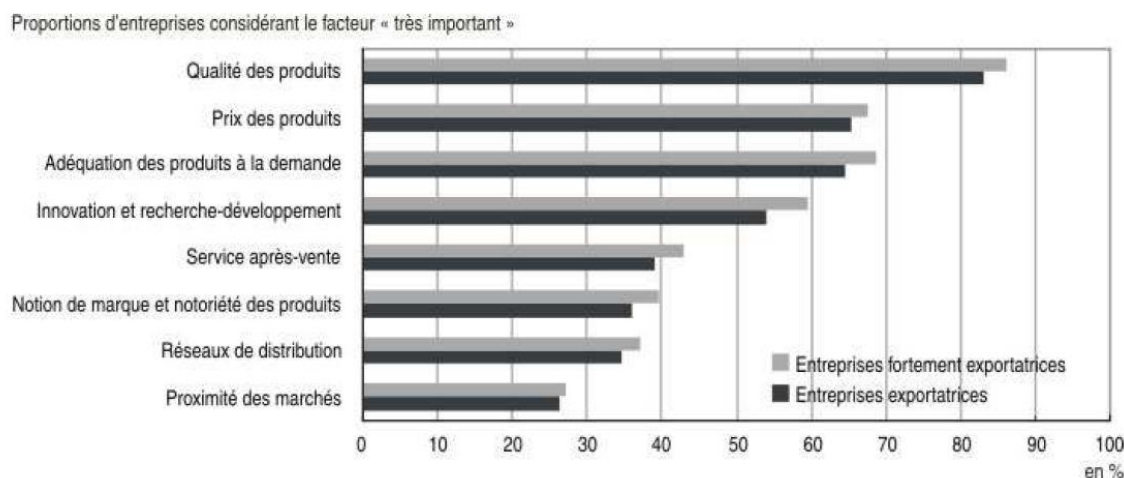
« donnée » qu'il peut exploiter telle une rente. Ensuite elle met l'accent sur les conditions

microéconomiques de la compétitivité et relègue le rôle du gouvernement à une condition certes nécessaire mais nullement suffisante (...) Enfin ce schéma met en exergue l'importance des relations dynamiques entre ces facteurs qui se renforcent mutuellement. Cependant ce diamant qui fit la fortune de son concepteur demeure limité dans son pouvoir éclairant : il laisse dans l'ombre le rôle de la gouvernance et de la culture managériale et n'intègre pas la stratégie de financement de l'entreprise.

Michel Henry Bouchet, *La globalisation, introduction à l'économie du nouveau monde*, Pearson, 2005.



Doc 14 : Importance des facteurs déterminant la compétitivité sur les marchés étrangers.



L'enquête sur la compétitivité de « l'entreprise France » et des entreprises françaises dans la mondialisation a été menée en collaboration avec le Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CNCCEF).

Elle a été réalisée en février 2008 auprès de 4 000 entreprises industrielles de 20 salariés ou plus, correspondant à l'échantillon de l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie.

Les données recueillies ont par la suite fait l'objet d'une méthode de redressement tenant compte du secteur d'activité, de l'effectif, du chiffre d'affaires et de la part des entreprises exportatrices, de manière à ce que les résultats publiés soient représentatifs de l'ensemble des entreprises de 20 salariés ou plus de l'industrie manufacturière et agroalimentaire.

DOC 15 : les conséquences de l'IDE sur le pays d'accueil

Doc. 1 Les conséquences des IDE sur les pays d'accueil

« Les pays qui sont destinataires des IDE en attendent essentiellement un soutien à leur croissance économique et à leur développement, afin d'accélérer leur processus de rattrapage des pays à revenus élevés. [...] »

Le transfert de techniques et de connaissances associées aux IDE nourrit la croissance économique. En effet, l'importation de biens techniques élaborés, l'adoption de techniques étrangères plus avancées, l'amélioration de la qualité de la formation de la main-d'œuvre permettent un comblement de l'écart "technologique" entre pays développés et pays en développement, ce qui constitue un facteur puissant de rattrapage économique. [...]

Dans les pays émergents, les IDE participent au processus d'accumulation nécessaire au progrès économique. Par ailleurs, les créations d'emplois qu'apporte un IDE sont également génératrices de croissance des revenus et donc de l'activité. [...]

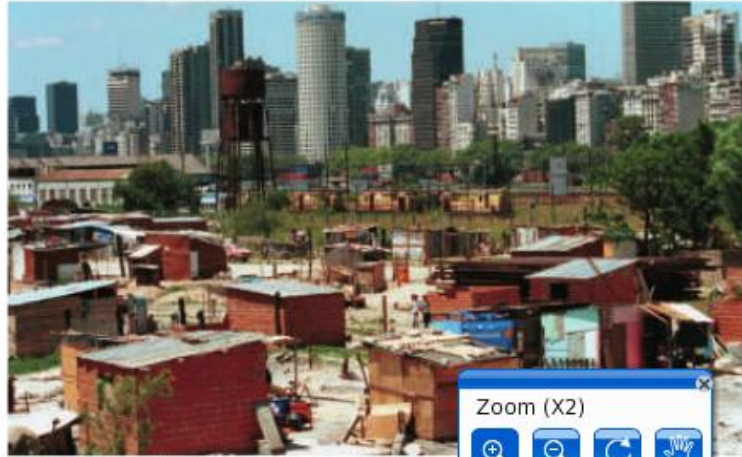
Toutefois, il est plus délicat de mettre en évidence le sens de la causalité entre croissance économique et flux d'IDE. En effet, la capacité qu'aura un pays donné de tirer profit des externalités positives des IDE [...] dépend largement des secteurs et de la capacité des entreprises du pays hôte à tirer parti des avantages (théoriquement) attendus des flux d'IDE. En particulier, les

pays et les entreprises qui affichent *ex ante* des performances en matière de productivité attirent plus les IDE. [...] Ainsi, l'expérience montre que l'afflux d'IDE ne conduit pas automatiquement à une accélération de la croissance si des mesures de politique économique d'accompagnement spécifiques ne sont pas mises en œuvre. »

▲ **Éric Vergnaud**, « Investissements directs étrangers : analyse des tendances récentes », *Études économiques*, BNP Paribas, 2005.

Questions

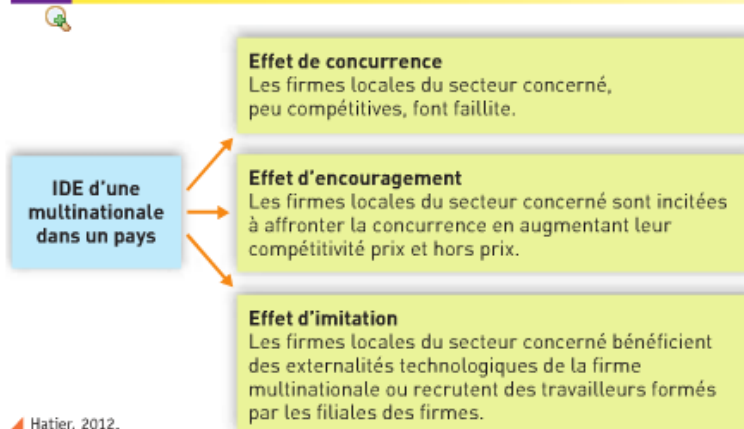
1. En quoi les IDE favorisent-ils la croissance économique dans les pays d'accueil ?
2. Expliquez en quoi les IDE peuvent avoir un impact positif sur la consommation et l'emploi.
3. Tous les pays sont-ils en mesure de tirer profit des IDE ? Quelles politiques d'accompagnement doivent-ils mettre en œuvre ?



Un bidonville de Buenos-Aires (Argentine) avec, à l'arrière-plan, la ville de Buenos Aires.

DOC 16 : les effets d'un IDE sur les firmes locales

Doc. 2 Les effets d'un IDE sur les firmes locales



Questions

1. Les IDE se substituent-ils forcément aux productions locales ?
2. Quel impact un IDE peut-il avoir sur les entreprises locales du secteur concerné ?